

REPUBLIQUE DU TCHAD



Unité-Travail-Progrès



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES SERVICES DU TRESOR ET DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DETTE



RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE 2019

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	1
MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA DETTE	2
INTRODUCTION	6
I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE.....	7
A. Environnement international	7
B. Situation économique nationale	8
II. NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2019	10
III. DECAISSEMENTS	10
IV. SERVICE DE LA DETTE	11
1. Service de la dette extérieure.....	12
2. Service de la dette intérieure	14
V. ARRIERES	15
VI. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	15
A. Evolution de l'encours de la dette publique de 2015-2019.....	15
B. Encours de la dette publique à fin 2019.....	17
1. La dette extérieure.....	18
a) La dette multilatérale	18
b) La dette bilatérale	18
c) La dette commerciale	19
2. La dette intérieure	20
a) La dette conventionné.....	21
b) La dette non conventionné	22
VII. ANALYSE DES INDICATEURS DE COUTS ET RISQUES.....	24
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	26

SIGLES ET ACRONYMES

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CONAD	Commission Nationale d'Analyse de la Dette
DD	Direction de la Dette
DGSTCP	Direction Générale des Services du Trésor et de la Comptabilité Publique
ETAVID	Equipe Technique d'Analyse de la Viabilité de la Dette
EUR	Euro
FAD	Fonds Africain pour le Développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FSD	Fonds Saoudien de Développement
GBP	Livre sterling
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDA	Association Internationale de Développement (Banque Mondiale)
IPPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés
JPY	Yen japonais
KWD	Dinar koweïtien
MFB	Ministère des Finances et du Budget
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
SAR	Riyal Saoudien
SDMT	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
UC	Unité de Compte (panier de devises utilise par le FAD)
USD	Dollar US
YRMB	Yuan renminbi

MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA DETTE

La Direction de la Dette¹ est la structure principale responsable de la gestion de la dette publique au Tchad. Conformément à l'arrêté n° 077/PR/PM/MFB/2018 du 07 février 2018, portant organisation et fixant les missions de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, la Direction de la Dette est chargée de :

- définir la stratégie d'endettement et de désendettement ;
- participer aux négociations d'emprunts ;
- renégocier et restructurer la dette publique ;
- suivre les emprunts et les souscriptions de l'État ;
- suivre l'émission de la dette intérieure en collaboration avec la Trésorerie Paierie Générale ;
- émettre des ordres de paiement du service de la dette ;
- analyser les circuits et les risques éventuels liés à l'endettement ;
- négocier et mobiliser les ressources de financement ;
- assurer la gestion opérationnelle de la dette ;
- participer à la programmation, l'organisation des émissions et à la gestion des titres publics ;
- la conservation et de l'archivage des titres ;
- assurer le secrétariat permanent de la Commission Nationale d'Analyse de la Dette (CONAD) et de son Equipe Technique d'Analyse de la Viabilité de la Dette (ETAVID) ;
- analyser les données de la dette et de transmettre au Ministre, de manière régulière, le rapport sur la viabilité et la soutenabilité de la dette ;
- élaborer les statistiques relatives à la dette publique.

¹La direction de la dette a succédé à l'ancienne Caisse d'Amortissement dissoute par la Conférence Nationale Souveraine de 1993.

Chiffres clés

Dette publique

2018

2019

Dette
Publique

- Encours (Mds.FCFA)
- % du PIB

2 512,1

36,1%

2 797,3

41,6%

Dette
Extérieure

- Encours (Mds. FCFA)
- % du PIB
- Part en %

1 383,6

19,9%

55,1%

1 279,7

19,0%

45,7%

Dette
Intérieure

- Encours (Mds.FCFA)
- % du PIB
- Part en %

1 128,5

16,2%

44,9%

1 517,6

22,6%

54,3%

Dettes Extérieures

2018

2019

Coût et Risque	<ul style="list-style-type: none">• Coût Moyen• Durée de Vie Moyenne (années)• Élément Don	2,5% 7	2,9% 7,5
Structure par Bailleurs	<ul style="list-style-type: none">• Multilatéraux• Bilatéraux• Commerciaux	19,9% 31,9% 48,1%	21,9% 33,5% 44,6%
Structure en Devises	<ul style="list-style-type: none">• \$US• DTS• EUR• CNY• Autres	73,9% 8,7% 8,2% 4,1% 5,1%	70,2% 10,0% 9,2% 4,6% 6,0%

INTRODUCTION

La gestion de la dette publique en 2019 a été effectuée dans un contexte marqué par la poursuite de l'embellie de l'activité économique observée depuis 2018 et le redressement de la situation des finances publiques après trois années consécutives de fortes consolidations budgétaires. Le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 2,5% en 2019, soit légèrement en dessous de celle de 2018 qui était de 3,0%. L'inflation est ressortie à -9% en 2019, obéissant ainsi à la norme communautaire CEMAC de 3%.

Les recettes budgétaires ont augmenté de 18% en 2019 pour se situer à 1 021,603 milliards de FCFA contre 864,404 milliards de FCFA en 2018. Par contre les dépenses publiques ont reculé de 33% pour s'établir à 1035,976 milliards de FCFA contre 1 343,03 milliards de FCFA. Malgré l'amélioration du recouvrement des recettes et la maîtrise des dépenses publiques, le déficit primaire hors pétrole s'est établi à 4,5% du PIB en 2019 contre 3,5% en 2018.

Il convient de noter aussi que la mise en œuvre du programme avec le FMI conclu en juillet 2017 est demeurée satisfaisante et relativement conforme aux objectifs poursuivis à l'échelle sous régionale.

Ce rapport qui prend également en compte les résultats de l'audit de la dette intérieure ainsi que le plan d'apurement se focalise sur les opérations de la dette réalisées par l'Etat durant l'année 2019 et présente également une analyse du portefeuille de la dette publique de l'Etat sur les cinq dernières années ainsi que les orientations de la politique d'endettement poursuivie par les pouvoirs publics. Il met en évidence notamment les nouveaux engagements, les décaissements et émissions de l'année, les paiements du service de la dette au cours de la même période ainsi que l'encours de la dette publique. Il se termine par une analyse du coût et des risques liés au portefeuille de la dette publique à fin décembre 2019.

En dépit des difficultés rencontrées dans la collecte des informations auprès des autres structures intervenant dans le circuit d'endettement, ce quatrième rapport est réalisé suivant les bonnes pratiques internationales.

I. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

A. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,0 % en 2019 contre 3,6% en 2018. Ce ralentissement du rythme de l'activité économique mondiale est la conséquence de l'escalade des tensions commerciales et technologiques ainsi que de l'incertitude politique liée au Brexit.

Dans les pays avancés, la croissance s'est tassée à 1,7 % en 2019 après 2,3% en 2018. Ce ralentissement se justifie principalement par les raisons sus-évoquées.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance a poursuivi sa décélération pour se situer à 5,9% en 2019 après 6,4% en 2018, du fait principalement de contractions de l'activité économique en Turquie et en Argentine, ainsi que de l'impact de l'exacerbation des tensions commerciales et technologiques sur l'économie chinoise et d'autres économies asiatiques.

En **Afrique Subsaharienne**, la croissance n'a pas varié en 2019 (3,2 %), reflétant ainsi une conjoncture extérieure plus difficile, des perturbations persistantes de la production dans les pays exportateurs de pétrole et une croissance inférieure aux attentes en Afrique du Sud.

En zone CEMAC, la croissance économique s'est établie à 2,7 % en 2019 contre 1,8 % en 2018, en lien avec une production pétrolière plus vigoureuse et une hausse plus importante de la production non pétrolière.

Le cours moyen du pétrole (Brent) s'est établi à 71,7 USD le baril en 2019, soit une progression de 17 % par rapport à son niveau de 2018 où il se situait à 61,4 USD le baril.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié vis-à-vis du dollar à 1,121 dollar EN 2019 contre 1,144 dollar en 2018.

Au plan monétaire, la Fed a abaissé sa fourchette cible des « fed funds » à 1,5 % - 1,75 % lors de sa session du 29 et 30 octobre 2019. La Banque du Canada (BdC) a, au cours de sa session du 30 octobre 2019, maintenu son taux cible du financement à un jour à 1,75 %, son taux officiel d'escompte à 2,00 % et son taux de rémunération des dépôts à 1,50 %. De même, la Banque Centrale Européenne (BCE) n'a pas fait varier ses taux directeurs, à l'instar des Banques du Japon (BoJ) et d'Angleterre (BoE). En Afrique subsaharienne, dans un contexte de relative stabilité macroéconomique, les principales banques centrales ont maintenu l'orientation accommodante de leurs politiques monétaires.

B. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

1. Secteur réel et prix

Le renouement du pays avec la croissance observée en 2018, s'est poursuivi en 2019 avec une croissance estimée à 2,5% soit légèrement en dessous de celle de 2018 qui était de 3,0%. Cette croissance a été principalement tirée par le secteur pétrolier (8,7%). Par contre, le PIB hors pétrolier n'a augmenté que de 0,9%.

Tableau 1 : Évolution du taux de croissance du PIB

Année	2017	2018	2019
PIB au prix du marché	-2,1%	3,0%	2,5%
PIB pétrolier	1,7%	15,6%	8,7%
PIB hors pétrolier	-2,5%	1,0%	0,9%
Taux d'inflation	-0,9%	4,0%	-0,9%

Source : DEP/MFB, 2020

L'inflation, mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) des ménages a baissé de 0,9% en 2019. Ce taux conforme aux exigences de la CEMAC traduit une bonne maîtrise de la hausse des prix des produits alimentaires, suite à la baisse de la production agricole observée lors de la campagne 2019/2020.

2. La gestion des finances publiques

2.1. Évolution des recettes et des dépenses

Élaboré dans un contexte de sortie progressive de la crise économique mais dans la crise sécuritaire persistante et dans le cadre de la poursuite du programme avec le Fonds Monétaire International (FMI), le budget 2019 prévoit en ressources 983,0 milliards de FCFA et en dépense 979,9 milliards de FCFA, soit un déficit global prévisionnel hors dons de 153,3 milliards de FCFA. La situation d'exécution budgétaire à fin décembre 2019 se présente comme suit :

- Au titre des ressources, un montant de 806,0 milliards de FCFA a été mobilisé, soit un taux de réalisation de 82,0%. Les recettes hors pétrole prévues pour un montant de 466,0 milliards de FCFA, ont été recouvrées à hauteur de 480,0 milliards de FCFA, soit un taux de 103,0%.

La situation par nature *des recettes* hors pétrole se présente de la manière suivante :

- Recettes fiscales : sur une prévision de 440,0 milliards de FCFA, un montant de 461,0 milliards de FCFA a été recouvré, soit un taux de 104,8 % ;
- Recettes non fiscales : prévues pour un montant de 26,0 milliards de FCFA, elles ont été recouvrées à hauteur de 19,0 milliards de FCFA, soit un taux de 73,1%.

S'agissant des recettes pétrolières, les recouvrements s'élèvent à 326,0 milliards de FCFA pour une prévision de 360,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 90,4%.

Les recettes en capital, constituées exclusivement des financements extérieurs dont les décaissements sont évalués à 138,0milliards de FCFA sur une prévision de 156,3 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 88,3%.

- Au niveau *des dépenses publiques*, l'exécution des dépenses s'élève à 923,0 milliards de FCFA, pour une prévision de 979,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 94,2 %. Elles se décomposent comme suit :
- Dépenses des services de la dette : un montant de 64,0 milliards de FCFA a été réglé sur une prévision de 77,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 83,1 % ;
- Dépenses de personnel : le montant payé est de 359,0 milliards de FCFA sur une prévision de 350,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 102,5 % ;
- Dépenses de biens et services : un montant de 83,0 milliards de FCFA a été exécuté sur une prévision de 109,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 76,1 % ;
- Dépenses de transferts et subventions : le montant versé à ce titre a atteint 133,0 milliards de FCFA sur une prévision 131,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,5 % ;
- Dépenses d'investissements : l'exécution de ces dépenses est de 284,0 milliards de FCFA sur une prévision de 312,9 milliards de FCFA, soit un taux de 90,8%.

2.2 Évolution du déficit et du financement

Malgré les mesures prises en matière d'amélioration du recouvrement des recettes et de maîtrise des dépenses de l'Etat, le solde global de l'exercice 2019 reste excédentaire de 0,3% du PIB. Le déficit primaire hors pétrole est de -3,0% du PIB hors pétrole en 2019 et de -3,0% du PIB hors pétrole en 2018

2.3 Situation de la dette publique

Pour ce qui est de la **dette publique**, son encours est évalué au 31 décembre 2019 à 2 797,3 milliards de FCFA contre 2 512,1 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 11,4%. Cette hausse est due à l'augmentation de l'encours de la dette intérieure en lien avec les résultats de l'audit de la dette intérieure et à l'émission des titres publics sur le marché sous régional.

- Rapporté au PIB, l'encours de la dette publique s'est établi à 41,6% à fin 2019 contre 36,1% en 2018. Ce taux est en dessous du seuil communautaire fixé à 70% pour les pays de la CEMAC.
- En ce qui concerne le portefeuille de la dette publique, il reste toujours prédominer par la dette intérieure (54,3%) contre (45,7%) pour la dette extérieure.
- Le service de la dette publique assuré est évalué à 109,54 milliards de FCFA en 2019 dont 53,23 milliards de FCFA en principal et 56,31 milliards de FCFA en intérêts.

II. NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2019, les nouveaux engagements s'élèvent à 129,98 milliards de FCFA contre. Ces nouveaux engagements sont d'origine extérieure et sont contractés par le Gouvernement auprès des créanciers bilatéraux notamment la Chine pour un montant de 110,41 milliards de FCFA, destiné à la réalisation du projet de modernisation des NTIC au Tchad, l'AFD pour un montant de 13,11 milliards de FCFA, sous forme d'appui budgétaire et du Fonds Koweïtien pour un montant de 6,44 milliards de FCFA, servant au bitumage de la route Ngouri-Bol.

La part de ces nouveaux engagements dans le Produit Intérieur Brut est de 2%.

Tableau 2 : Répartition des engagements à fin 2019 (En milliards de FCFA)

Engagements	Date de signature	Devises	Montant en XAF
EXIMBANK CHINA	26/06/2019	CNY	110 412 400 000
AFD	01/11/2019	EURO	13 119 140 000
FONDS KOWEÏTIEN		FK	6 448 750 000
Total Engagements			129 980 290 000

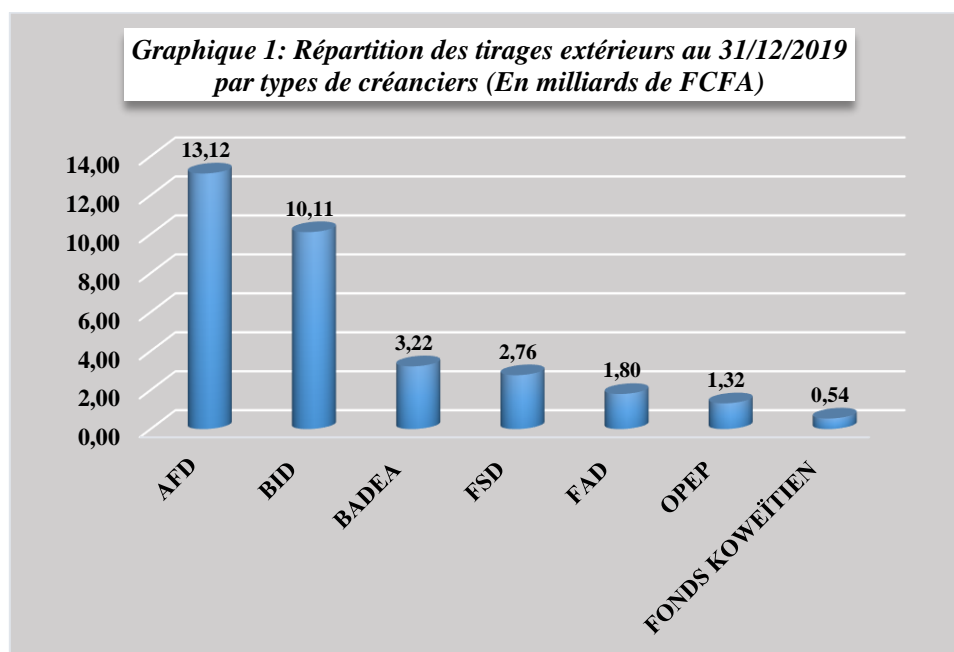
III. LES DECAISSEMENTS

Au 31 décembre 2019, les décaissements sur les emprunts extérieurs s'élèvent à 32,87 milliards de FCFA, soit une baisse de 51%, par rapport à son niveau de 2018 où il se situait à 66,46 milliards de FCFA. Ces décaissements sont d'origine multilatérale pour un montant de 16,44 milliards de FCFA (50,1%) et bilatérale pour 16,42 milliards de FCFA (49,9%).

Les décaissements multilatéraux ont été effectués principalement sur les prêts BID à hauteur de (31%), BADEA (10%), FAD (5%) et l'OPEP (7%). Les tirages auprès des bilatéraux proviennent notamment des prêts de l'AFD (40%), du Fonds Saoudien pour le Développement (8%) et du Fonds Koweïtien (2%).

Tableau 3 : Répartition des décaissements à fin 2019 (En milliards de FCFA)

Créanciers	Montant en XAF	Part en % du total en 2019
Multilatéraux	16 446 933 206	50%
FAD	1 798 690 500	5%
BID	10 108 866 561	31%
BADEA	3 219 813 187	10%
OPEP	1 319 562 958	4%
Bilatéraux	16 423 399 185	50%
FONDS KOWEÏTIEN	539 619 257	2%
FSD	2 764 639 928	8%
AFD	13 119 140 000	40%
Total Général	32 870 332 390	100%



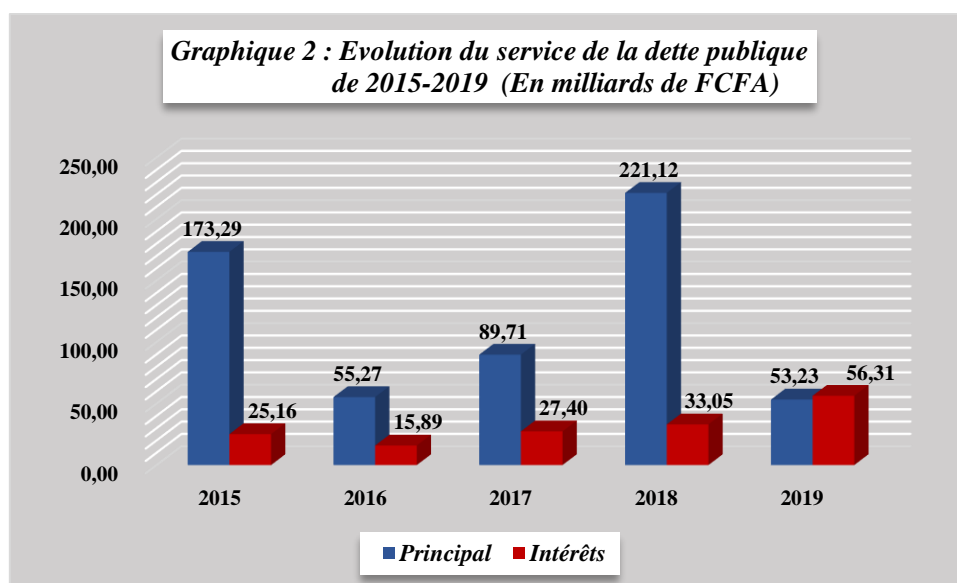
IV. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

Le service de la dette publique assuré s'élève à 109,54 milliards de FCFA en 2019, à raison de 41,23 milliards de FCFA pour la dette extérieure (38%) et 68,31 milliards de FCFA pour la dette intérieure (62%). Comparé à 2018 dont le service se situait à 254,17 milliards de FCFA, il se dégage globalement une baisse de 54%, due essentiellement au paiement de certains titres publics arrivés à échéance en 2019 et dans une moindre mesure au paiement du service dû au titre de prêts extérieurs renégociés.

Le service de la dette publique assuré est constitué de 53,23 milliards de FCFA en principal et 56,31 milliards de FCFA en intérêts.

Tableau 4 : Evolution du service de la dette publique de 2015-2019 (En milliards de FCFA)

Catégorie		2015	2016	2017	2018	2019
Service de la dette extérieure	Principal	55,85	13,70	18,90	37,60	28,62
	Intérêts	14,00	4,36	9,94	9,68	12,60
	Total	69,85	18,06	28,84	47,28	41,23
Service de la dette intérieure	Principal	117,44	41,57	70,81	183,53	24,61
	Intérêts	11,16	11,53	17,46	23,36	43,70
	Total	128,60	53,10	88,27	206,89	68,31
Service de la dette publique	Principal	173,29	55,27	89,71	221,12	53,23
	Intérêts	25,16	15,89	27,40	33,05	56,31
	Total	198,45	71,16	117,11	254,17	109,54
	Evolution (%)		-64,1%	64,6%	117%	-56,9%



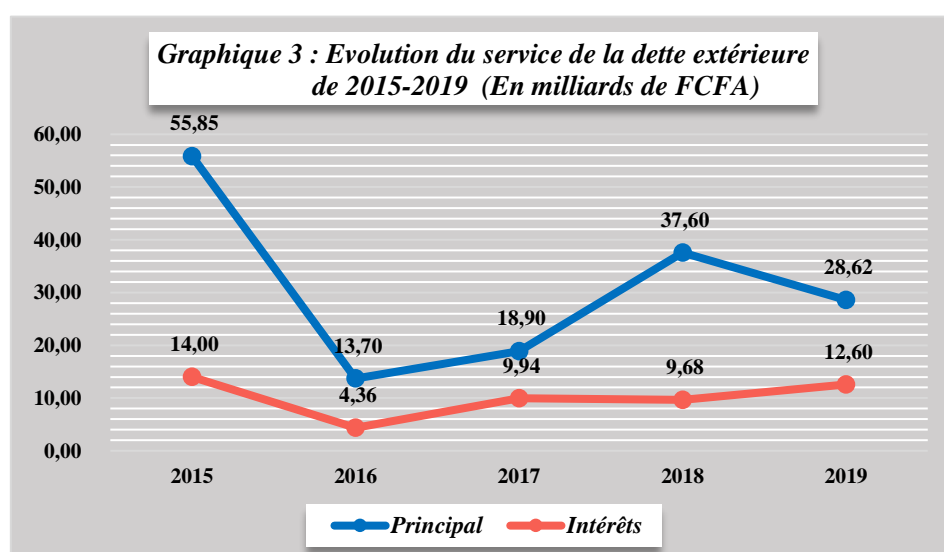
1) Service de la dette extérieure

Le service de la dette extérieure s'élève à 41,23 milliards de FCFA au 31 décembre 2019 contre 47,28 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 13%. Cette baisse s'explique principalement par la restructuration des engagements vis-à-vis de certains créanciers bilatéraux. Les règlements effectués représentent 38% du service total de la dette dont 69% au titre du principal et 31% au titre des intérêts.

Par type de créanciers, les multilatéraux et bilatéraux ont bénéficié respectivement de 52% et 48% du service de la dette extérieure payé par le Trésor public au cours de l'année 2019.

Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure de 2015-2019 (En milliards de FCFA)

Rubrique		2015	2016	2017	2018	2019
Service de la dette multilatérale	Principal	24,51	13,39	16,56	18,86	17,35
	Intérêts	8,96	3,50	4,57	4,86	4,07
	Total	33,47	16,89	21,13	23,72	21,42
Service de la dette bilatérale	Principal	3,80	0,31	2,34	18,73	11,27
	Intérêts	3,06	0,86	5,37	4,83	8,54
	Total	6,86	1,17	7,71	23,56	19,81
Service de la dette commerciale	Principal	27,54	0,00	0,00	0,00	0,00
	Intérêts	1,99	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total	29,52	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de la dette extérieure	Principal	55,85	13,70	18,90	37,60	28,62
	Intérêts	14,00	4,36	9,94	9,68	12,60
	Total	69,85	18,06	28,84	47,28	41,23
	Evolution (%)			-74,1%	59,7%	64%



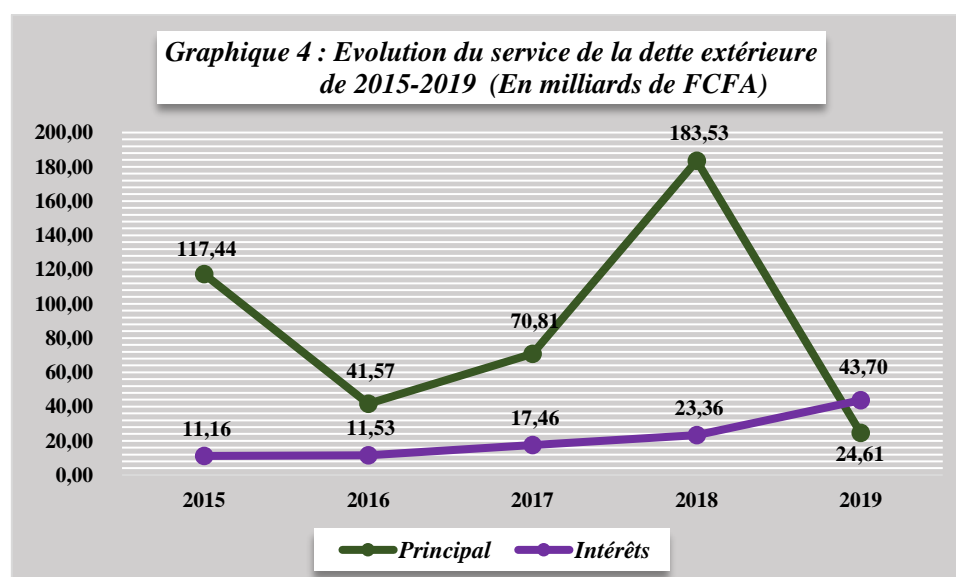
2) Service de la dette intérieure

Le service de la dette intérieure s'est établi à 68,31 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 67% par rapport à son niveau de 2018, où il représentait 206,89 milliards de FCFA. Cette baisse se justifie par le paiement des titres publics arrivés à échéance en 2019. Le service de la dette intérieure assuré représente 62% du service global de la dette dont 36% pour le compte du principal et 64% pour le compte des intérêts.

Le montant décaissé par le Trésor public a été consacré à hauteur de 100% au remboursement de la dette conventionnée. Ces remboursements sont repartis à raison de 73% au profit des titres publics (BTA et OTA), 14% au profit des créances consolidées de la BEAC, 9% au titre des passifs de la COTON TCHAD SN et 4% au pool bancaire.

Tableau 6 : Evolution du service de la dette intérieure de 2015-2019 (En milliards de FCFA)

Rubrique		2015	2016	2017	2018	2019
Service de la dette conventionnée	Principal	71,11	32,61	70,81	183,53	24,61
	Intérêts	11,16	11,02	17,46	23,36	43,70
	Total	82,26	43,62	88,27	206,89	68,31
Service de la dette non conventionnée	Principal	46,33	8,97	0,00	0,00	0,00
	Intérêts	0,00	0,51	0,00	0,00	0,00
	Total	46,33	9,48	0,00	0,00	0,00
Service de la dette intérieure	Principal	117,44	41,57	70,81	183,53	24,61
	Intérêts	11,16	11,53	17,46	23,36	43,70
	Total	128,60	53,10	88,27	206,89	68,31
	Evolution (%)			-58,7%	66,2%	134,4%



V. ARRIERES DE LA DETTE PUBLIQUE

Les arriérés de la dette publique à fin décembre 2019 se chiffrent à 56,61 milliards de FCFA dont 51,42 milliards de FCFA au titre de principal et 5,18 milliards de FCFA au titre des intérêts. Comparé à son niveau de 2018, il est en recul de 2% due au règlement des arriérés des intérêts au profit des créanciers bilatéraux.

Ces arriérés sont répartis entre les créanciers multilatéraux pour 0,10 milliards de FCFA et les bilatéraux pour 56,51 milliards de FCFA.

Tableau 7 : Evolution du stock des arriérés de 2017-2019 (En milliards de FCFA)

Stock des arriérés		2017	2018	2019
Multilatéraux	Principal	2,91	0,10	0,10
	Intérêts	0,74	0,00	0,00
	Total	3,65	0,10	0,10
Bilatéraux	Principal	44,57	50,68	51,33
	Intérêts	6,24	7,17	5,19
	Total	50,81	57,85	56,51
Total Général	Principal	47,48	50,78	51,42
	Intérêts	6,98	7,17	5,19
	Total	54,47	57,95	56,61
	Evolution (%)		6%	-2%

VI. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Evolution de l'encours de la dette publique de 2016 à 2019

Le niveau de la dette publique a régulièrement baissé en valeur absolue, passant de 2 549,7 milliards de FCFA en 2016 à 2 512,1 milliards de FCFA en 2018 avant de remonter à 2 797,3 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation annuelle moyenne de 9,7% sur la période 2016-2019. La hausse constatée découle principalement de la prise en compte des résultats de l'audit de la dette intérieure.

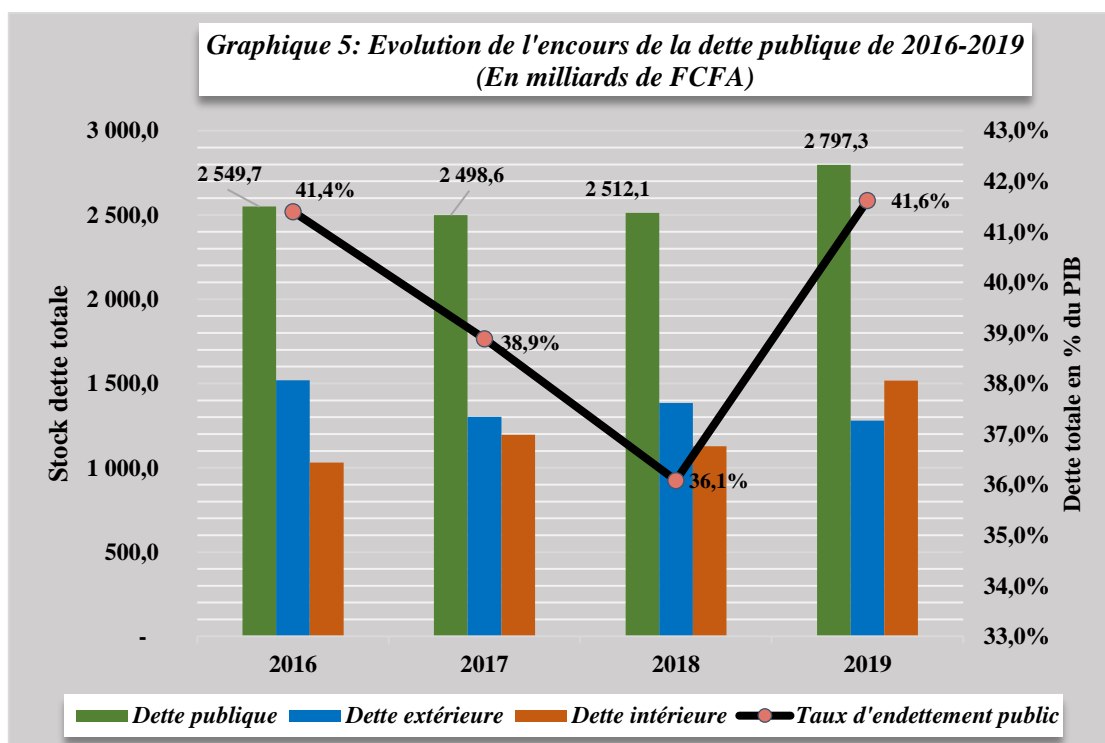
L'encours de la dette extérieure a baissé de 15,7% en moyenne sur la période 2016-2019. Cette diminution provient de la baisse de l'encours de la dette commerciale. Le stock des engagements extérieurs représente 52,9% de l'encours global sur la période sous revue.

L'encours de la dette intérieure a augmenté en moyenne de 47,2% entre 2016-2019. Cet encours représente 47,1% du stock total de la dette publique sur la période sous examen.

Le ratio dette/PIB, a augmenté de 39,5% en moyenne annuelle sur la période considérée.

Tableau 8 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2015-2019 (En milliards de FCFA)

Rubrique	2016	2017	2018	2019
Dettes extérieures	1 518,6	1 301,9	1 383,6	1 279,7
<i>Dettes multilatérales</i>	307,3	285,3	275,8	280,5
<i>Dettes bilatérales</i>	349,3	352,6	441,8	428,2
<i>Dettes commerciales</i>	862,0	664,0	666,0	571,0
Dettes intérieures	1 031,1	1 196,7	1 128,5	1 517,6
<i>Conventionnées</i>	537,9	518,0	491,4	532,2
<i>Non conventionnées</i>	78,7	78,7	78,7	515,3
<i>BTA</i>	13,7	182,4	293,0	270,5
<i>OTA</i>	313,0	314,9	175,6	113,5
<i>Autres dettes</i>	87,7	102,7	89,8	86,1
Dettes publiques	2 549,7	2 498,6	2 512,1	2 797,3
PIB au prix du marché	6 158,6	6 425,0	6 961,8	6 721,0
Taux de croissance	-2,6%	-2,1%	3,0%	2,5%
Taux d'endettement extérieur	24,7%	20,3%	19,9%	19,0%
Taux d'endettement intérieur	16,7%	18,6%	16,2%	22,6%
Taux d'endettement public	41,4%	38,9%	36,1%	41,6%
Evolution de la dette publique		-2,0%	0,5%	11,4%



B. L'encours de la dette publique a fin 2019

L'encours de la dette publique à fin décembre 2019 s'élève à 2 797,3 milliards de FCFA. Comparé à fin décembre 2018, on observe une hausse de 11,4%, due principalement à l'augmentation de l'encours de la dette intérieure consécutive aux résultats de l'audit de la dette intérieure et à l'émission des titres publics sur le marché financier sous régional.

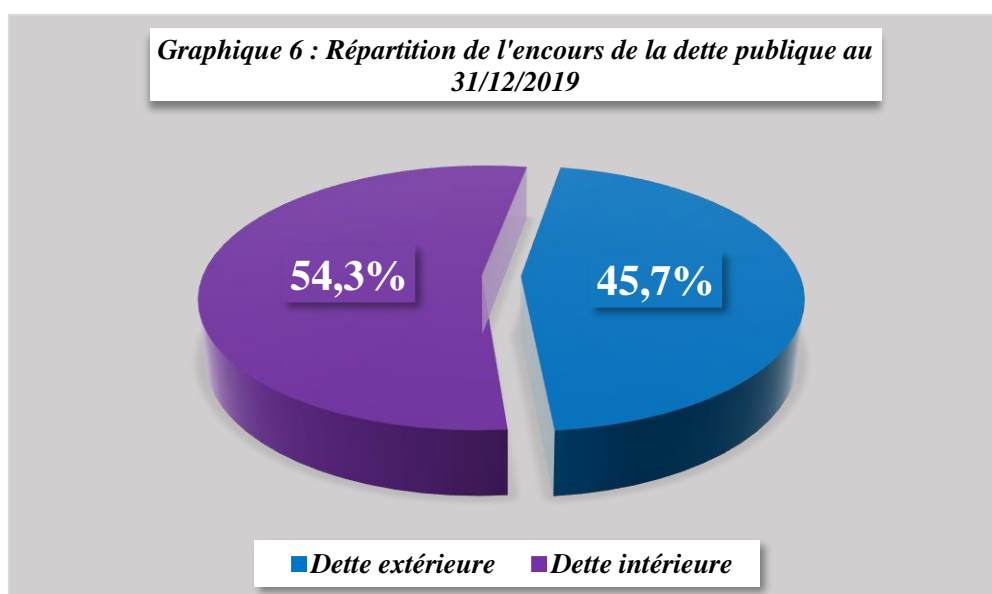
Le portefeuille de la dette publique est constitué à hauteur de 1 279,7 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure (45,7%) et de 1 517,6 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure (54,3%).

Le taux d'endettement public (encours de la dette rapporté au PIB) a atteint 41,6% en 2019 contre 36,1% en 2018. Cette tendance à la hausse se justifie par la croissance plus rapide du stock de la dette publique par rapport à celle du PIB nonobstant les bonnes performances macroéconomiques enregistrées durant la période.

Il est à noter que ce taux est en dessous du seuil communautaire de 70% fixé pour les pays membres de la CEMAC.

Tableau 9 : Répartition de la dette publique au 31/12/2019 (En milliards de FCFA)

Dette publique	Encours en FCFA	En % PIB	Part en % du total
Dette extérieure	1 279,7	19,0%	45,7%
Dette intérieure	1 517,6	22,6%	54,3%
Total	2 797,3	41,6%	100%



1) **La dette extérieure**

L'encours de la dette extérieure à fin 2019, s'élève à 1 279,7 milliards de FCFA, soit une baisse de 7,5% par rapport à son niveau de 2018 où il se situait à 1 383,6 milliards de FCFA. Cette baisse s'explique principalement par l'annulation partielle de la dette vis-à-vis de l'Angola et par les efforts de remboursement.

La dette extérieure reste toujours dominée par la dette commerciale dont la part y représente 44,6% contre 33,5% pour la dette bilatérale et 21,9% pour la dette multilatérale.

Le poids de la dette extérieure dans le total de la dette publique représente 45,7% en 2019 contre 55,1% en 2018.

Le taux d'endettement extérieur (encours de la dette extérieure rapporté au PIB) s'est établi à 19,0% en 2019 contre 19,9% en 2018.

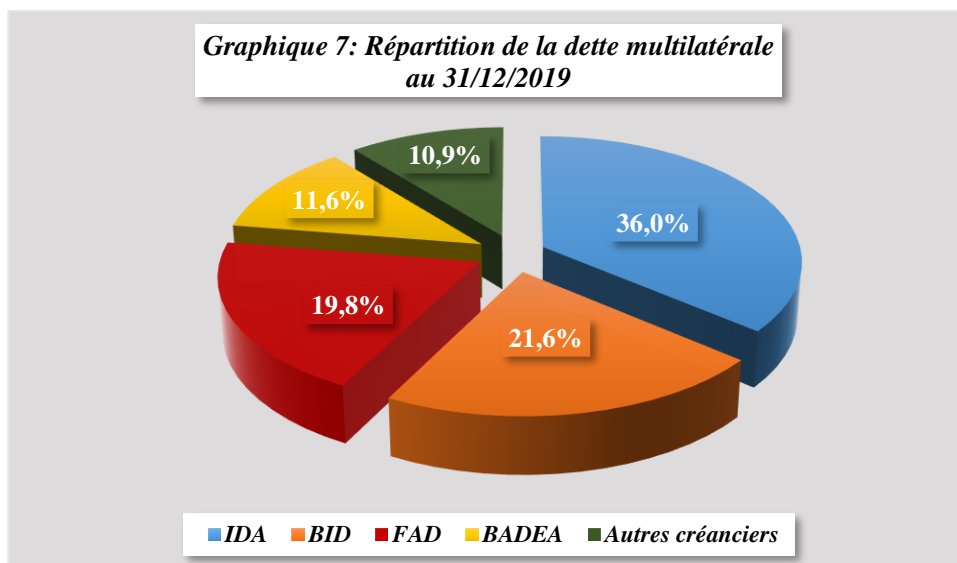
Pour ce qui est de la structure de la dette extérieure en devises, le dollar américain demeure la principale devise du portefeuille. A fin 2019, la dette en dollar 70,3% du portefeuille de la dette extérieure contre 10,0% pour l'Euro et 9,2% pour le DTS.

a) **La dette multilatérale**

Au 31 Décembre 2019, l'encours de la dette multilatérale s'élève à 280,5 milliards de FCFA, représentant 21,9% de la dette extérieure et 10% du total de la dette publique. Cet encours, qui se chiffrait à 275,8 milliards de FCFA en 2018, est légère hausse de 1,4%, essentiellement du fait de l'augmentation des engagements envers la Banque Arabe pour le Développement Économique, en Afrique (BADEA), la Banque Islamique de Développement (BID) et le Fonds Africain pour le Développement (FAD).

La dette multilatérale est constituée principalement de la dette vis-à-vis de l'IDA (36%), de la BID (21,6%), du FAD (19,8%), de la BADEA (11,6%) et les autres créanciers multilatéraux (10,9%).

Graphique 7: Répartition de la dette multilatérale au 31/12/2019

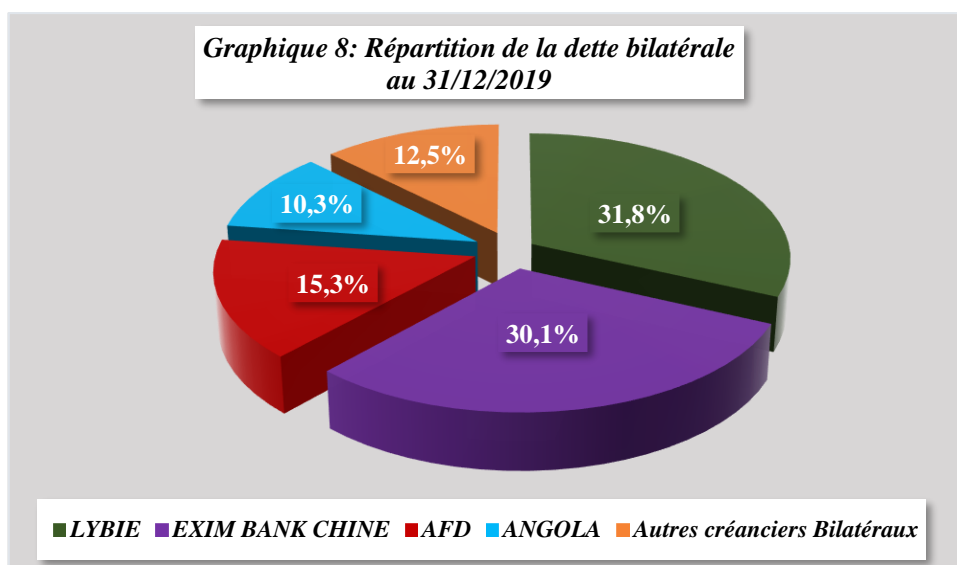


b) La dette bilatérale

L'encours de la dette bilatérale au 31 décembre 2019 s'est établi à 428,2 milliards de FCFA contre 441,8 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 3,1%. Ce recul s'explique principalement par l'annulation partielle de la dette vis-à-vis de l'Angola. L'encours de la dette bilatérale représente (33,5%) de la dette extérieure et (15,3%) de l'encours total de la dette publique.

La dette bilatérale est constituée principalement de la dette vis-à-vis de la Lybie à concurrence de (31,9%), de la Chine (30,1%), de l'AFD (15,3%), de l'Angola (10,3%) et des autres créanciers bilatéraux (12,5%).

Graphique 8: Répartition de la dette bilatérale au 31/12/2019



c) La dette commerciale

L'encours de la dette commerciale se chiffre à 571,0 milliards de FCFA en 2019, et représente 44,6% de la dette extérieure et 20,4% de l'encours global de la dette publique. Cet encours baisse de 14,3% par rapport à son niveau de l'année précédente où il se situait à 666,0 milliards de FCFA. Cette baisse s'explique exclusivement par la restructuration de la dette Glencore.

La dette commerciale est fortement dominée par la dette vis-à-vis de GLENCORE ENERGY dont la part y représente 99,7% contre 0,3% pour SAUDI OGER.

Tableau 10 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par type de créanciers de 2015 à 2019 (En milliards de FCFA)

Catégorie	2016	2017	2018	2019	Part en % du total en 2019
<i>Dette multilatérale</i>	307,3	285,3	275,8	280,5	21,9%
<i>Dette bilatérale</i>	349,3	352,6	441,8	428,2	33,5%
<i>Dette commerciale</i>	862,0	664,0	666,0	571,0	44,6%
Dette extérieure	1 518,6	1 301,9	1 383,6	1 279,7	100%
PIB	6 158,6	6 425,0	6 961,8	6 721,0	
Taux d'endettement extérieur	24,7%	20,3%	19,9%	19,0%	
Variation (en %) de la dette extérieure		-14,3%	6,3%	-7,5%	

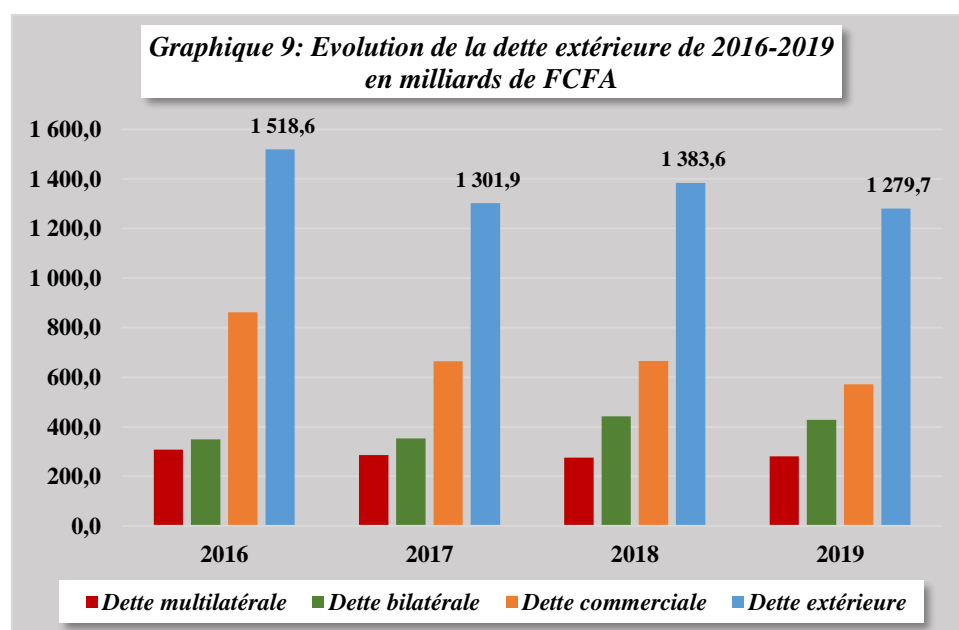
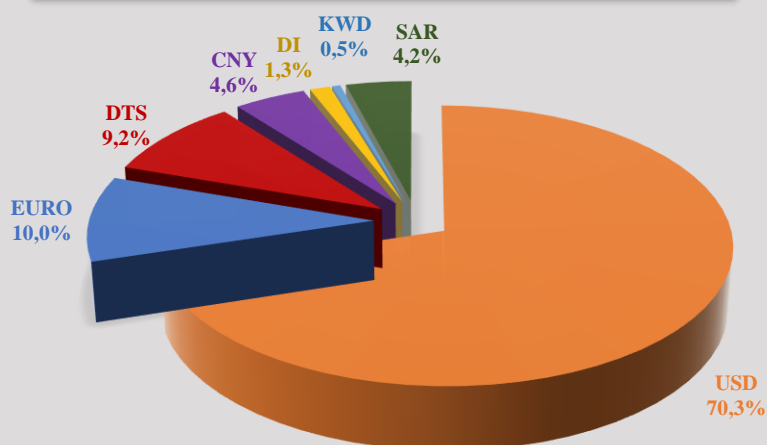


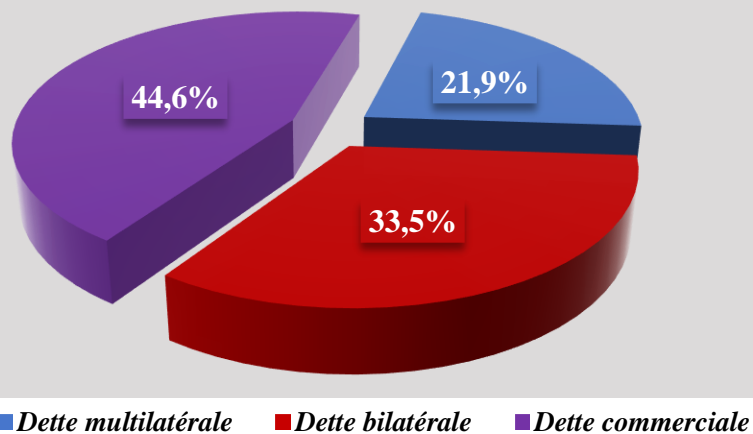
Tableau 11 : Structure de la dette extérieure par type de devises de 2017 à 2019 (En milliards de FCFA)

Devises	2017		2018		2019	
	Montant	Part en %	Montant	Part en %	Montant	Part en %
DTS	117,2	8,6%	117,4	8,2%	117,8	9,2%
USD	1045,3	77,1%	1063,6	73,9%	899,3	70,3%
EURO	64,2	4,7%	125,3	8,7%	127,5	10,0%
CNY	62,5	4,6%	60,0	4,2%	58,4	4,6%
KWD	3,6	0,3%	15,6	1,1%	16,6	1,3%
SAR	3,8	0,3%	4,8	0,3%	6,8	0,5%
DI	58,9	4,3%	52,4	3,6%	53,2	4,2%
TOTAL	1 301,9	100%	1 383,6	100%	1 279,7	100%

Graphique 10: Ventilation de la dette extérieure par types de devises au 31/12/2019 (en % du total)



Graphique 11 : Répartition de l'encours de la dette extérieure au 31/12/2019



2) La dette intérieure

Au terme de l'année 2019, l'encours de la dette intérieure s'est établi à 1 517,6 milliards de FCFA, contre 1 128,5 milliards de FCFA en 2018 soit une hausse de 34,5%. Cette augmentation est imputable essentiellement aux résultats de l'audit de la dette intérieure et l'émission des titres publics sur le marché financier sous régional. Le poids de la dette intérieure dans la dette totale représente 54,3% contre 44,9% en 2018.

Tous les instruments de la dette intérieure sont assortis de taux d'intérêt fixes, le taux d'intérêt moyen pondéré s'élève à **2,9%** et l'échéance moyenne est de **6,1 ans**.

Par type de dette, le portefeuille de la dette intérieure est composé de la dette conventionnée (35,1%), de la dette non conventionnée (34,0%), des BTA (17,8%), des OTA (7,5%) et des autres dettes (5,7%).

Le taux d'endettement intérieur (encours de la dette intérieure rapporté au PIB) s'est établi à 22,6% en 2019 contre 16,2% en 2018, du fait de la croissance plus rapide de l'encours de la dette intérieure par rapport à celle du PIB.

a) La dette conventionnée

L'encours de la dette conventionnée s'élève à 532,2 milliards de FCFA en 2019 contre 491,4 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 8,3%. La part de la dette conventionnée représente (35,1%) de la dette intérieure et (19,0%) de la dette publique totale.

La dette conventionnée est constituée à hauteur de (90,18%) des créances dues à la BEAC, (9,08%) des passifs de la Coton-Tchad SN et (0,74%) des autres dettes.

Tableau 12.: *Tableau récapitulatif de la dette conventionnée au 31/12/ 2019 (En milliards de FCFA)*

Nature des créances	Encours	Part en % du total
<i>Créances consolidées BEAC 2018 - 2031</i>	479,97	90,18%
<i>Coton -Tchad SN</i>	48,35	9,08%
<i>Gabac</i>	0,28	0,05%
<i>Simatrac</i>	3,64	0,68%
Total dette conventionnée	532,24	100%

b) La dette non conventionnée

L'Encours de la dette non conventionnée s'est établi à 515,3 milliards de FCFA à fin 2019 et représente 34% de la dette intérieure et 18,4% de la dette publique. Comparé à 2018 dont son encours se situait à 78,7 milliards de FCFA, il ressort une augmentation de 554,8%, due exclusivement aux résultats de l'audit de la dette intérieure.

La dette non conventionnée est constituée principalement des arriérés budgétaires transférés à la dette intérieure (dettes fournisseurs, condamnations judiciaires, capital décès, passifs des entreprises etc.).

Tableau 13 : Tableau récapitulatif de la dette non conventionnée au 31/12/ 2019 (En milliards de FCFA)

Nature des créances	Encours	Part en % du total
Commandement de payer	99 867 819 469	19,4%
Biens et Services	101 900 370 209	19,8%
Investissements	141 919 067 900	27,5%
Capital décès Civils et Militaires	1 860 152 455	0,4%
Divers Frais et Indemnités Personnels Ambassades	700 062 328	0,1%
Salaires	2 782 497 717	0,5%
Loyers	1 857 859 567	0,4%
Frais Transports et Formations des Etudiants	282 032 826	0,1%
Subv. des Entreprises Ets Publics et Collectivités locales	123 702 845 766	24,0%
Contrepartie Etat	20 195 995 679	3,9%
Frais Transports et Formations agents de l'Etat	828 577 166	0,2%
Frais Médicaux agents Etat	643 537 308	0,1%
Frais Transport et Missions civils	3 747 326 256	0,7%
Emprunts et Assimilés	15 097 908 007	2,9%
Total dette non conventionnée	515 386 052 653	100%

c) Les titres publics (BTA et OTA)

Au 31 décembre 2019, l'encours des titres publics (OTA et BTA) s'élève à 384,3 milliards de FCFA contre 468,6 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 22%. Ce recul se justifie par le remboursement de ces derniers arrivés à échéance en 2019. Les titres publics représentent (25,3%) de l'encours de la dette intérieure et (13,7%) de l'encours global de la dette.

Il convient de rappeler qu'en 2019, par un mécanisme de roll over, les titres publics (BTA et OTA) arrivés à échéance ont été refinancés par des nouvelles émissions des BTA de maturité 6 mois dont l'échéance de remboursement de certains est fixée en 2020.

d) Les autres dettes

Les autres dettes sont constituées des prêts contractés auprès des non-résidents en monnaie locale. Il s'agit des prêts de la BDEAC, du Cameroun, du Congo et de la Guinée Equatoriale. A fin 2019, leur encours s'est établi à 86,1 milliards de FCFA contre 89,8 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 4,2%. La part des autres dettes représente (5,7%) de la dette intérieure et (3,1%) de la dette publique totale.

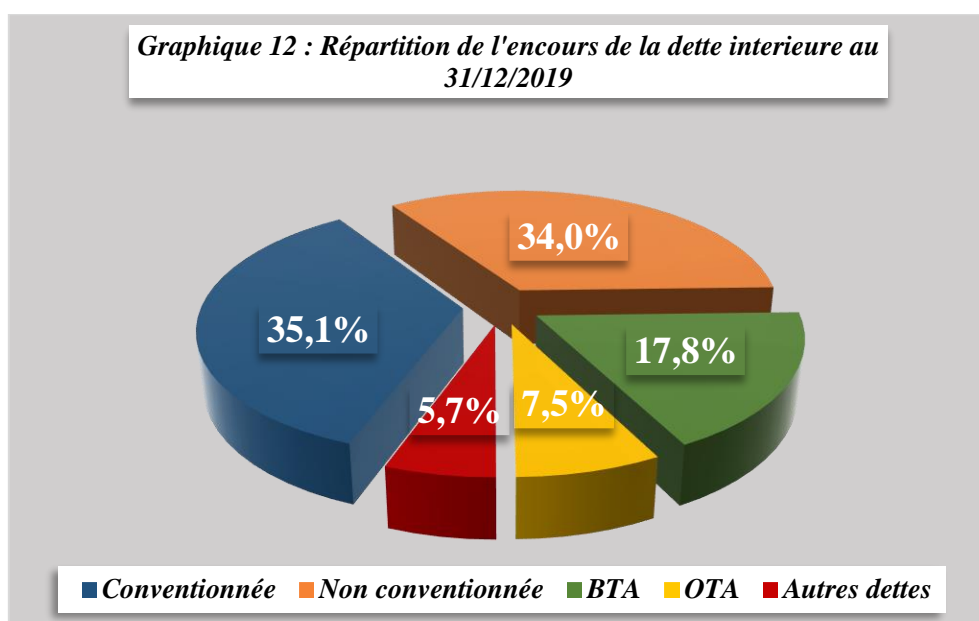


Tableau 14 : Evolution de l'encours de la dette intérieure de 2015-2019 (En milliards de FCFA)

Catégorie	2016	2017	2018	2019	Part en % du total en 2019
Conventionnée	537,9	518,0	491,4	532,2	35,1%
Non conventionnée	78,7	78,7	78,7	515,3	34,0%
BTA	13,7	182,4	293,0	270,5	17,8%
OTA	313,0	314,9	175,6	113,5	7,5%
Autres dettes	87,7	102,7	89,8	86,1	5,7%
Dette intérieure	1 031,1	1 196,7	1 128,5	1 517,6	100%
PIB	6 158,6	6 425,0	6 961,8	6 721,0	
Taux d'endettement intérieur	16,7%	18,6%	16,2%	22,6%	
Variation (en %) de la dette intérieure		16,1%	-5,7%	34,5%	

VII. INDICATEURS D'ANALYSE DE LA DETTE PUBLIQUE

Les indicateurs de viabilité permettent de mesurer la capacité de l'État à faire face à ses engagements.

Indicateurs de viabilité de la dette et différents seuils			
	Faible	Moyenne	Forte
Ratios	EPIN < 3,25	3,25 < EPIN < 3,75	EPIN > 3,75
Ratio de liquidité			
Service de la dette / Exportations	15%	20%	25%
Service de la dette / Recettes budgétaires	18%	20%	22%
Ratio de solvabilité			
VA / PIB	30%	40%	50%
VA / Recettes budgétaires	100%	150%	200%
VA / Exportations	200%	250%	300%

Il conviendrait de relever que le cadre de viabilité de la dette (CVD) classe les pays en trois catégories selon leur performance économique (bonne, moyenne et médiocre), en s'inspirant de l'indice d'évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN). Il utilise divers seuils indicatifs d'endettement selon la catégorie de performance. Les seuils correspondant aux pays performants sont les plus élevés, ce qui signifie que dans les pays ayant de bonnes politiques, l'accumulation de la dette est moins risquée.

	Seuils de référence	Cas du Tchad	Observations
Ratios			
Ratio de liquidité			
Service de la dette / Exportations	25%	23%	
Service de la dette / Recettes budgétaires	22%	25%	
Ratio de solvabilité			
VA de la dette / PIB	30%	37,6%	
VA de la dette / Recettes budgétaires	100%	100%	
VA de la dette / Exportations	200%	24%	

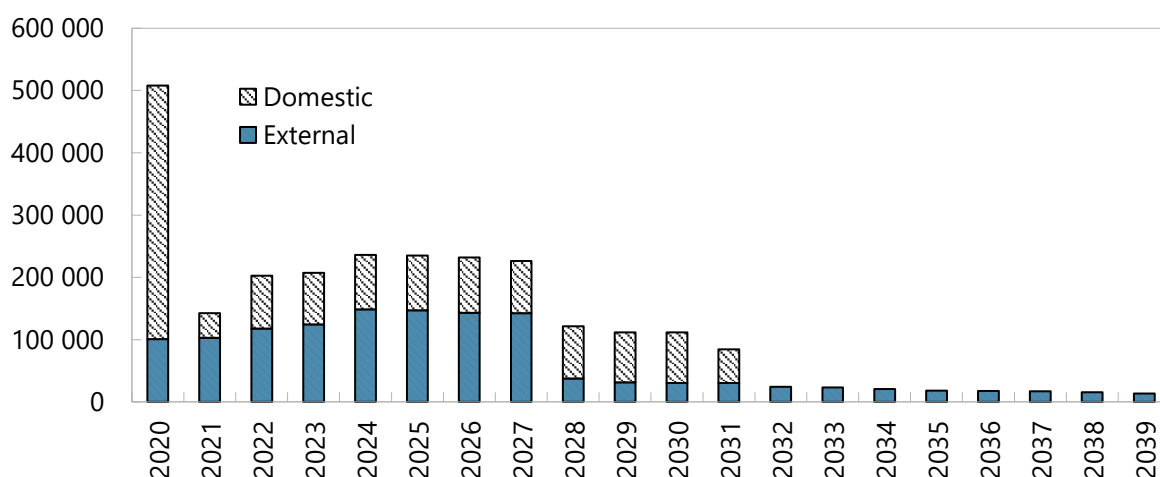
VIII. INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

De l'analyse des indicateurs de la dette ci-dessous, il ressort que le coût moyen du portefeuille de la dette publique actuelle du Tchad est de **7,5%/an**. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette intérieure s'est élevé à **2,9%** contre **1,5%** pour la dette extérieure.

Le portefeuille de la dette publique du Tchad est exposé à de nombreux risques :

- **Risque de refinancement** : Le profil d'amortissement de la dette publique révèle un important risque de refinancement dû, d'une part, au remboursement de la dette Glencore de 2020 à 2027 et, d'autre part, au remboursement des OTA, BTA et de la créance consolidée de la BEAC en 2022 et 2031. L'échéance moyenne (ATM) du portefeuille est de 6,1 ans.
- **Risque de taux d'intérêt** : Le portefeuille de la dette extérieure est exposé au risque de taux d'intérêt, en raison du poids de la dette *Glencore* (47,38%) qui est à taux variable. La durée moyenne de refixation se situe à 5,3 ans et la part de la dette extérieure à refixer s'élève à 49,3% du total de la dette.
- **Risque de taux de change** : La part élevée de la dette extérieure en dollar expose le portefeuille au risque de change. Cependant, ce risque est amoindri par la couverture naturelle de la dette *Glencore* dont le remboursement est lié aux recettes pétrolières exprimées également en USD.

2. COST AND RISK INDICATORS FOR EXISTING DEBT AS AT END 2019			
Indicateurs	Dettes extérieures	Dettes intérieures	Dettes totales
Amount (in millions of XAF)	1 367 159,8	1 262 492,4	2 629 652,2
Amount (in millions of USD)	2 317,6	2 140,2	4 457,9
Nominal debt as percent of GDP	21,2	19,6	40,8
PV as percent of GDP ¹	18,0	19,6	37,6
Coût de la dette ²	Paiement d'intérêts en % du PIB ³	0,6	0,6
	Taux moyen pondéré (%)	2,9	3,0
Risque de refinancement ²	Durée moyenne (années)	7,5	4,6
	Part de la dette échéant dans 1 an (% du total)	7,2	32,3
	Dettes échéant dans 1 an (% du PIB)	1,6	6,3
Risque de taux d'intérêt ²	Temps moyen de révision des taux d'intérêt (années)	5,5	4,6
	Dettes dont les taux d'intérêt seront révisés dans 1 an (%)	52,5	32,3
	Dettes à taux fixe incluant les bons du Trésor (% du total)	50,2	100,0
	Bons du Trésor (% du total)	0,0	21,1
Risque de taux de change	Dettes libellées en devises (% du total)		52,0
	Dettes à court terme libellées en devises (% des réserves de change)		42,4



Il ressort de ce qui précède que le risque de refinancement est considéré comme le risque le plus important à gérer dans le court terme notamment par un endettement bilatéral concessionnel en Euro dans l'objectif d'une part, de diversifier les sources de financement extérieures, et d'autre part, de réduire l'exposition du portefeuille de la dette extérieure au risque de taux de change.

IX. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La poursuite des orientations presque identiques à celles décrites dans le rapport de gestion de la dette publique de 2018. La caractéristique du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2019 est exposée à des nombreux risques (de refinancement, de taux d'intérêt, risque de change). L'Etat doit prendre en compte les orientations futures qui devraient se baser sur les six objectifs principaux suivants :

- assurer le financement durable du budget à travers la mobilisation de ressources extérieures et intérieures pour couvrir les besoins de financement ;
- éviter l'accumulation des nouveaux arriérés afin de renforcer la crédibilité de l'Etat ;
- préserver la viabilité de la dette à travers un recours mesuré à l'endettement et une préférence au financement concessionnel ;
- réduire et maîtriser à moyen et long terme le risque de change, le risque de refinancement et le risque de liquidité ;
- poursuivre l'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT). Une SDMT dans laquelle est retenue celle qui va stabiliser ou améliorer les indicateurs du coût et de risque liés au portefeuille existant
- poursuivre la réforme d'assainissement public notamment en termes de mobilisation des ressources fiscales non pétrolières, de la maîtrise des dépenses publiques, de l'apurement et du non accumulation des arriérés ainsi qu'une meilleure gestion de la dette publique.